

[ACCUEIL](#) > [SUISSE](#) > Réservé aux abonnés

Le projet d'abattoir géant de Migros divise la Broye

Le géant orange prévoit de construire le plus grand abattoir de volaille de Suisse dans la commune fribourgeoise de Saint-Aubin, où 30 millions de poulets seraient transformés chaque année. Entre enjeux économiques et questions écologiques, le débat est enflammé



Migros considère que les installations de son abattoir en service dans le canton de Fribourg sont vieillissantes. Or, une rénovation nécessiterait de stopper la production pendant 3 ans. Courtepin, le 8 mars 2016. — © Yvain Genevay /TAMEDIA



Yan Pauchard

Publié le 21 novembre 2023 à 11:25. / Modifié le 22 novembre 2023 à 08:24.

[✉](#) [in](#) [f](#) [X](#) [🌐](#) [🎁 Offrir cet article](#)

Prévue trop petite, la bannière a été déactivée. Des personnes sont assises sur des

La revue trop petite, la buvette a été devaissée. Des personnes sont assises sur des tables, à même le sol, ou debout dans le couloir. En cette froide et pluvieuse soirée de novembre, la salle de réunion du château de Saint-Aubin peine à accueillir les nombreux habitants venus écouter le débat. L'affluence est à la hauteur de l'intérêt. Et de l'émotion. Via sa filiale Micarna, Migros envisage de construire dans la commune de la Broye fribourgeoise un «atelier de transformation de volaille» nouvelle génération, ou ATV, un nom technique qui désigne un abattoir industriel. Celui-ci promet d'être le plus grand du pays. Trente millions de poulets y seront abattus chaque année.

Lire encore: De la ferme à l'abattoir, le trajet d'un poulet suisse

L'ampleur du projet électrise depuis des mois la localité de 2000 âmes, ainsi que l'ensemble de la région. Une pétition réunissait 3600 signatures contre l'abattoir en décembre 2022 déjà. La tension est encore montée d'un cran en octobre dernier, lorsque le canton de Fribourg a vendu à Micarna une parcelle de 95 000 m² au pied du village. Une opération menée «en catimini» selon les opposants qui ne décolèrent pas, mais un reproche balayé par les autorités dans la mesure où cette vente avait été approuvée en décembre 2020 par le Grand Conseil au terme d'un débat largement médiatisé.

En phase avec la stratégie du canton

Dénonçant un manque d'informations, l'association locale Eco-Transition La Broye a donc organisé un grand débat public, en présence du conseiller d'Etat Jean-François Steiert, en charge du développement territorial et de l'environnement. Le socialiste a défendu la réalisation de cet abattoir qui permet «à la fois de produire localement et de conserver des emplois.» «Ce projet correspond à la stratégie du canton, l'un des plus agricoles de Suisse, a plaidé l'élu devant l'assemblée. On construit sur ses forces, et notre force, c'est le secteur agroalimentaire.»

Lire aussi: Olivier Curty: «L'arrivée de Rolex à Bulle a de quoi rassurer l'ensemble de la Suisse»

A Saint-Aubin, Migros envisage d'investir entre 250 et 300 millions de francs. Les enjeux pour le canton sont tout sauf anodins. Pour les comprendre, il faut remonter à la période d'après-guerre. Gottlieb Duttweiler, l'emblématique fondateur de Migros, aspire alors à démocratiser la consommation de poulet, s'appuyant sur une production locale. Convaincue par des prix de terrain attractifs et la proximité d'éleveurs tant romands qu'alémaniques, l'entreprise choisit d'installer en 1960 son abattoir à Courtepin, commune posée sur la frontière des langues, entre Morat et Fribourg. Dans les premières années, l'abattoir ne peut fournir du poulet que la

Fribourg. Dans les premières années, l'abattoir ne peut fournir du poulet que le samedi. Soixante ans plus tard, ce sont 32 millions de bêtes qui sont transformées chaque année. L'usine emploie 500 personnes; 500, c'est également le nombre d'éleveurs suisses qui fournissent Micarna, dont 175 dans le seul canton de Fribourg.

Installations «end of life»

Aujourd'hui, les installations sont cependant *end of life*, selon l'expression utilisée lors du débat par Lutz von Strauss, le responsable du projet d'abattoir. «Une rénovation nécessiterait de stopper la production durant trois ans, cela n'est tout simplement pas possible. Il nous faut trouver un autre endroit pour la transférer au plus vite», a relevé le cadre de Micarna, précisant que le site de Courtepin sera démantelé après le déménagement. La solution, Migros l'a donc trouvée à une quinzaine de kilomètres de là, dans la Broye, où le canton cherche à valoriser un ancien site industriel de Ciba-Geigy (devenu Novartis en 1996).

Lire aussi notre reportage: [A Zurich, l'art de ne plus manger de viande](#)

Durant cinquante ans, le géant de la pharma bâloise a en effet géré à Saint-Aubin un important centre de recherche agricole, spécialisé dans la santé animale. Mais les différentes fusions et restructurations, puis le rachat par Elenco, spécialiste américain des produits vétérinaires, a conduit à la cessation des activités en 2016. Rachetée par les pouvoirs publics, la friche industrielle revit aujourd'hui sous le nom de Swiss Campus for Agri & Food Innovation.

«Dans cette affaire, il y a finalement une sorte de réalisme à la fribourgeoise», observe François Mauron, le rédacteur en chef de *La Liberté*. Enfant de Saint-Aubin - son père travaillait à «la Geigy» et lui-même y a effectué des jobs d'été - il connaît bien le coin. «D'un côté, il y a le canton qui cherche à pérenniser ce site, qui demeure compliqué d'accès n'étant pas relié au rail. D'un autre, il y a la Migros qui a besoin rapidement de terrains dans la région».

Proximité de la Grande Cariçaie

Mais pour les opposants, ce nouveau projet - et les nuisances qui en découlent - sont tout sauf une évidence. «Notre volonté n'est pas que des gens se retrouvent sans emploi à la fermeture de Courtepin, mais il reste trop de questions sans réponses», souligne Alaric Kohler, l'un des visages de l'association Eco-Transition La Broye. Pour lui, c'est surtout l'emplacement qui est problématique. «Personne ne s'interroge de l'opportunité de construire un abattoir géant à volailles, avec ses risques de grippe aviaire, à proximité de la réserve naturelle de la Grande Cariçaie, une escale pour

oiseaux migrateurs d'importance internationale.» La députée verte broyarde Tina Raetzo relaie une autre inquiétude. «Avec cet abattoir, en termes de consommation d'eau, c'est comme si on implantait la moitié de la ville de Payerne au pied de Saint-Aubin, explique l'élue. Comment fera-t-on durant l'été, alors que la région est déjà sous stress hydrique à cause des besoins de l'agriculture et du tourisme?»

Lire également: [En graphiques: voici pourquoi la planète mange toujours plus de viande](#)

De son côté, Migros se veut rassurant. Les futures installations, notamment alimentées par de l'énergie 100% renouvelable, permettront une production aussi moderne que durable. «Nous passerons d'une consommation de 16 litres par poulet à moins de 10 litres», confirme Lutz von Strauss. Interrogé, Tristan Cerf, porte-parole de la Migros, insiste sur la notion des circuits courts. «L'enjeu d'un nouvel ATV est l'approvisionnement en viande de poulet indigène. Pas moins de 87% du poulet vendu à Migros est suisse», note-t-il, ajoutant que l'entreprise doit faire face à une augmentation de la demande. Meilleur marché et moins grasse que le porc et le bœuf, la viande de volaille connaît un engouement certain. En 2022, les Suisses en ont mangé 15 kilos en moyenne, selon les chiffres de Proviande.

Opposition de Greenpeace

Pourtant, avec le réchauffement du climat, la construction d'un abattoir industriel géant questionne. L'ONG Greenpeace a ainsi décidé de s'opposer au projet de Saint-Aubin. Florian Kasser, en charge des campagnes «consommation et économie circulaire», pointe du doigt «les contradictions» de Migros. «L'entreprise vante ses stratégies de durabilité, mais continue de développer la production carnée, qui alimente la crise climatique, porte atteinte à la biodiversité et pas seulement dans la région», dénonce l'expert, évoquant entre autres les importations de soja nécessaires pour nourrir les volailles et dont la culture intensive appauvrit les sols. «Les grands groupes prétendent qu'ils ne font que répondre à la demande, alors qu'ils la pilotent à grand renfort de publicité, pour les grillades par exemple», regrette encore l'expert, qui appelle ces sociétés à prendre leurs responsabilités.

Lire aussi: [Des pesticides dans les champs bios](#)

Le débat promet d'être encore vif autour de l'abattoir de Saint-Aubin, mais le processus est déjà bien avancé. La demande de permis de construire va être déposée d'ici à l'été 2024 et le chantier devrait débuter en 2025, pour une mise en service en 2028.